

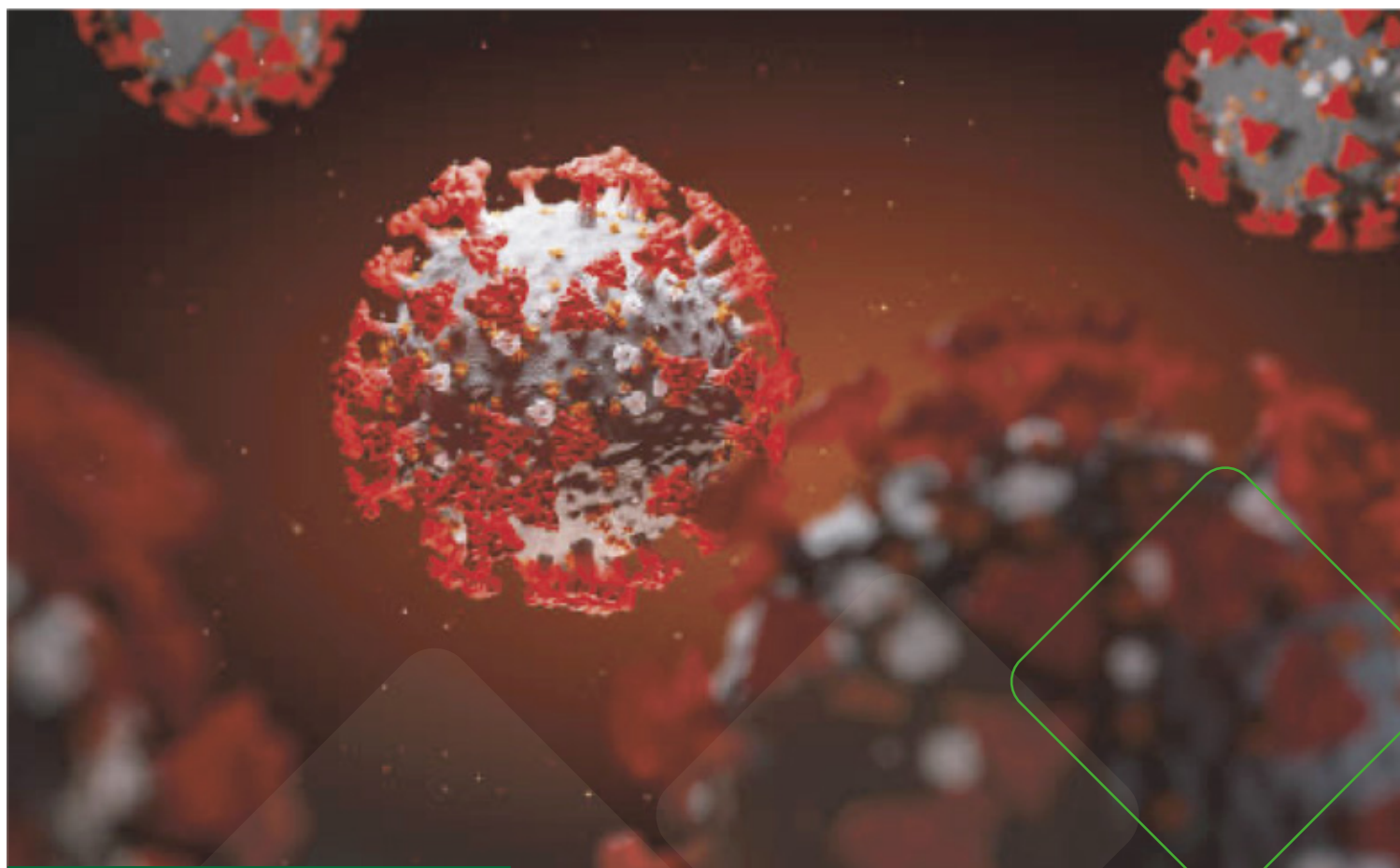


Table des matières

Introduction	
Les Articles de fond	2
La gestion et la coordination du programme	5
Les chaînes de valeur et organisations intermédiaires régionales	6
Système régional de l'infrastructure qualité	9
Communication et visibilité	10
Composantes nationales	11

INTRODUCTION

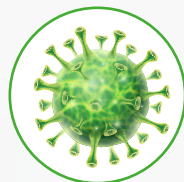
Aperçu de la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest Programme (WACOMP)

Le Programme pour la compétitivité d'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a été adopté sous le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement (FED) pour un montant total de 120 millions d'euros. Le WACOMP vise à appuyer un certain nombre de chaînes de valeur, sélectionnées à la fois aux niveaux national et régional, pour promouvoir la transformation structurelle et faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

L'objectif principal de WACOMP consiste à renforcer la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest et faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international. A cette fin, le programme visera à :

- améliorer les performances, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et l'exportation des chaînes de valeur sélectionnées, et
- améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional.

Le programme, qui vise à appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes d'Afrique de l'Ouest, y compris la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA), le Programme du Système de Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO) et la Stratégie pour le Développement du Secteur Privé de la CEDEAO, contribuera à la mise en place des fondations et à la promotion de l'accès des pays ouest-africains au Plan d'Investissement Extérieur de l'Union européenne (PIE).



Faire face à la pandémie du corona virus (COVID-19)

Le coronavirus (COVID-19) a été identifié pour la première fois à Wuhan, en Chine, et signalé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) le 31 décembre 2019. Il s'est depuis propagé dans tous les pays du monde, touchant ainsi les pays de la CEDEAO.

L'épidémie perturbe la production et les chaînes de valeur mondiales, avec des conséquences pour les entreprises, les consommateurs et l'économie mondiale. Dans une déclaration faite le 2 avril 2020, les dirigeants de la Chambre de commerce international (CCI) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont déclaré ce qui suit : "Nous sommes préoccupés par les graves perturbations dans les chaînes de valeur de nombreux secteurs - avec des implications majeures pour l'emploi et l'offre de biens, en particulier les offres essentielles à caractère médicale et alimentaires. Ainsi, bien que les gouvernements agissent pour protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens, ils devraient veiller à ce que les mesures prises ne perturbent pas les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'alimentation".

Selon le rapport de McKinsey & Company du 29 mars 2020, l'impact et les défis de la crise COVID-19 auxquels les pays africains seront confrontés dans les prochains mois proviendront de : (i) la pandémie mondiale COVID-19, (ii) la pandémie COVID-19 en Afrique, et (iii) du pétrole.

Nous sommes préoccupés par les graves perturbations dans les chaînes de valeur de nombreux secteurs - avec des implications majeures pour l'emploi et l'offre de biens, en particulier les offres essentielles à caractère médicale et alimentaires. Ainsi, bien que les gouvernements agissent pour protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens, ils devraient veiller à ce que les mesures prises ne perturbent pas les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'alimentation

Chambre internationale du commerce
et Organisation mondiale du commerce

La pandémie mondiale COVID-19

- Une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales exposées aux intrants en provenance d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient
- Une baisse de la demande sur les marchés mondiaux pour les exportations de biens non pétroliers
- Un retard/une réduction des IDE car les partenaires redirigent le capital localement

La pandémie COVID-19 en Afrique

- La circulation limitée des personnes en raison des interdictions de voyage (intérieur, international, diaspora)
- La perturbation des méthodes de travail des particuliers, des entreprises et des gouvernements

L'impact du secteur pétrolier

- La réduction des recettes des gouvernements et des entreprises pour les exportateurs de pétrole, mais baisse des coûts pour les importateurs et les consommateurs de pétrole

Le rapport souligne en outre les implications économiques, fiscales et monétaires de ces défis.

Les implications économiques

- Le ralentissement de la croissance économique mondiale, et sévèrement dans les secteurs durement touchés (par exemple, le tourisme), risque de récession
- La réduction des dépenses et de la consommation des ménages
- Les entreprises - dont de nombreuses PME - seront soumises à une forte pression liée aux coûts, à un risque de fermeture et de faillite
- La baisse de la productivité, pertes d'emplois, en particulier dans les secteurs non essentiels.
- Les problèmes de capital humain à long terme (par exemple, retards ou abandons scolaires)

Les implications fiscales

- La réduction des recettes fiscales
- L'accès limité aux devises fortes

Les implications monétaires

- Des déficits en hausse et une pression accrue sur les marchés de la dette
- Une pression sur les taux d'intérêt et les dévaluations monétaires

L'impact économique mondial

La récession mondiale est inévitable et les États membres de la CEDEAO n'en seront pas exemptés. L'effondrement de la demande globale a un effet beaucoup plus important que le choc initial de l'offre, et est aggravé par l'incertitude, la panique, et les fermetures ou verrouillages - nationaux et commerciaux. L'effet net se traduit par des licenciements et des mises à pied, ce qui déprime encore plus la demande globale, poussant l'économie dans la boucle de la dépression.

Heureusement, de nombreux gouvernements et autorités ont adopté des mesures de grande envergure, notamment l'activation de protocoles d'urgence pertinents pour combattre la maladie et réduire ses impacts. Ces mesures peuvent contribuer à accélérer la reprise et la stabilité économiques.

La stratégie de l'Union africaine

L'Union africaine (UA) a élaboré une stratégie pour endiguer le taux d'infection en Afrique et gérer efficacement les cas existants. Cette stratégie, intitulée "Stratégie continentale commune pour l'Afrique en cas d'épidémie liée au COVID-19", a pour principaux objectifs de "prévenir les maladies graves et les décès dus à l'infection au COVID-19 dans les États membres et de réduire les perturbations sociales et conséquences économiques en cas d'épidémie COVID-19 au minimum". Cet objectif pourra être atteint grâce à une coordination efficace des efforts des États membres, des agences de l'UA, de l'Organisation Mondiale de la Santé et d'autres partenaires, y compris le secteur privé, afin d'assurer une synergie et de réduire au minimum les doubles emplois ; mais également grâce à la promotion de pratiques de santé publique fondées sur des données probantes pour la surveillance, la prévention, le diagnostic, le traitement et le contrôle de la maladie.

D'une manière générale, la stratégie de l'UA recommande la surveillance, la sensibilisation et l'alerte précoce sur le lieu de travail ; l'adoption de protocoles de prévention tels que l'assainissement, la distanciation sociale, les quarantaines volontaires et les habitudes alimentaires responsables, tels qu'ils peuvent être établis par les centres nationaux de contrôle des maladies ou des structures similaires ; etc.

Cette stratégie implique une adaptation des activités des secteurs privé et public en Afrique, y compris les MPME travaillant le long des chaînes de valeur visées par le WACOMP. L'application des mesures nécessaires mentionnées dans la stratégie de l'UA a un impact sur les coûts, comme l'achat des équipements nécessaires pour assurer la sécurité sanitaire et la surveillance des lieux de travail ou l'embauche ou la réorientation des ressources humaines. Cela peut conduire à la fermeture temporaire de certaines unités de transformation lorsque les mesures nécessaires ne peuvent être mises en place. Cela donne également l'occasion à certaines MPME d'investir dans les TIC comme solution pour atténuer l'impact négatif de COVID-19 dans leurs activités, qui peuvent être alors moins touchés. Ce dernier point est en accord avec les appuis initiaux et la stratégie que le WACOMP a prévu de fournir et de mettre en œuvre comme mentionné ci-dessous.

La Commission de la CEDEAO

La Commission de la CEDEAO a entamé des consultations pour développer une stratégie régionale détaillée contre le COVID-19 et mettre en œuvre la stratégie de l'UA. Cette stratégie sera publiée en temps utile. En attendant, des mises à jour sont publiées régulièrement par le bureau du Président de la Commission et diffusées sur le site web de la CEDEAO - www.ecowas.int.

Les partenaires et les programmes de partenariat

Tous les partenaires ont répondu aux challenges que soulève le COVID-19 en adaptant leurs programmes ou en lançant de nouveaux en collaboration avec le secteur privé, les ONG ou les entités gouvernementales concernées. En effet, de nombreuses institutions et entreprises du secteur privé ont déjà pris des mesures en demandant à leur personnel et en le motivant à utiliser les TIC pour travailler à domicile et éviter de prendre des risques inutiles qui pourraient affecter leur santé. À cet égard, des consultations ont été engagées avec l'Union européenne et les partenaires d'exécution pour adapter le calendrier d'exécution du WACOMP et ses modalités de mise en œuvre afin de relever certains des défis que la pandémie pose aux acteurs des chaînes de valeur et aux principales parties prenantes de WACOMP.

Les leçons générales et les réponses du secteur privé du WACOMP

En plus d'observer et de contribuer aux protocoles et avis gouvernementaux sur COVID-19, les premières leçons tirées de la pandémie par le secteur privé sont les suivantes :

- La nécessité pour les entreprises de se concentrer sur la préparation et la réponse aux risques.
- Les entreprises doivent accroître la visibilité des chaînes de valeur et des offres
- Le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement à l'aide de technologies pertinentes (en particulier les TIC)
- Exploiter la technologie pour remplacer l'homme dans le processus de production
- Procéder à des évaluations régulières des différents scénarii, adapter et adopter des stratégies d'atténuation proactives
- L'importance de l'assurance

Conclusion

Les gouvernements du monde entier sont touchés par le COVID-19 et une série de mesures ont été mises en place à différents niveaux pour contrer la maladie, contenir ses ramifications et enrayer sa propagation. Le secteur privé, de lui-même, travaille également de toute urgence pour protéger ses employés, assurer la sécurité des approvisionnements et atténuer l'impact financier dans un contexte de dépression mondiale imminent. Le WACOMP sera adapté pour contribuer et soutenir le secteur privé, en particulier les acteurs des filières visées par le Programme, sans compromettre les activités et les résultats envisagés.

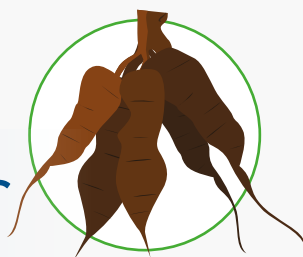
Tous les États membres et les structures du WACOMP sont encouragés à collaborer avec la Commission de la CEDEAO, ainsi qu'avec les autres institutions concernées, par le biais de soutien aux niveaux politique, macro-économique, sectoriel et des entreprises afin d'appuyer le secteur privé en vue de faciliter une reprise économique rapide et le retour de la stabilité et de la croissance.



Prévenir les maladies graves et les décès dus à l'infection au COVID-19 dans les États membres et minimiser les perturbations sociales et les conséquences économiques des flambées de COVID-19.

Union Africaine

La chaîne de valeur du "manioc" en Afrique de l'Ouest



Le manioc et ses dérivés sont un secteur prioritaire du WACOMP. Ainsi, dans la région, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone ont choisi de s'appuyer sur le manioc pour renforcer leur compétitivité. Améliorer les capacités tout le long de la chaîne de valeur sera non seulement bénéfique pour l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO, mais améliorera par ailleurs la productivité et les capacités de production dans la région.

En 2018, la production mondiale de manioc avait atteint environ 278 millions de tonnes pour 24 millions d'hectares cultivés dans 109 pays. L'Afrique est le premier producteur mondial de manioc brut, avec 61 % de la production mondiale, suivie par l'Asie (29 %), les Caraïbes et l'Amérique latine (9 %).

Au cours de cette même année, l'Afrique a produit 169 millions de tonnes de manioc, essentiellement fournie par l'Afrique de l'Ouest avec un total de 93 millions de tonnes, soit 55% de la production totale du continent et 33% de la production mondiale. Tous les Etats membres de la CEDEAO produisent du manioc.

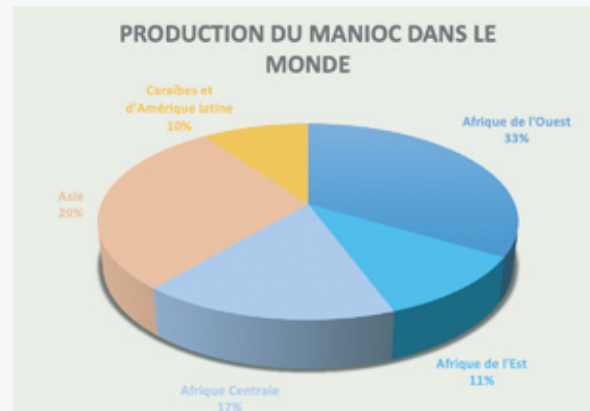
Avec une production avoisinant les 60 millions de tonnes en 2018, le Nigéria est le plus grand producteur de manioc au monde. Les quatre premiers pays producteurs de la région sont le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin.

Bien qu'elle ait les taux de production de manioc les plus élevés au monde, l'Afrique de l'Ouest ne parvient pas à en transformer une grande quantité, ce qui permettrait de générer de la valeur tout au long de la chaîne. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la part mondiale du manioc transformé et de ses dérivés est très faible (à peine 8 %) et concerne principalement l'Asie.

Sur base de ces considérations, le WACOMP a lancé diverses actions pour identifier les principales contraintes auxquelles sont confrontés les acteurs du secteur du manioc, tant au niveau national que régional.

L'approche du WACOMP vise à améliorer les pratiques de transformation du manioc par la formation, la mise en réseau entre acheteurs et vendeurs, et le développement de normes de qualité qui seront partagées avec le secteur privé ciblé dans toute la région de la CEDEAO.

Ces actions visent à renforcer les capacités des acteurs de la filière du manioc, à optimiser les possibilités de création de valeur tout au long de la chaîne et à faciliter leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales.



Sources : Graphique basé sur les statistiques de la FAO (2018)



L'Afrique de l'Ouest est leader de la production de manioc dans le monde.



LA GESTION ET LA COORDINATION DU PROGRAMME

Vers une meilleure coordination de la composante régionale du WACOMP

Dans le but de continuer à améliorer la mise en œuvre des activités du WACOMP, la Commission de la CEDEAO a organisé, le 06 février 2020 à Abuja, une réunion de consultation interdépartementale à laquelle ont participé les différents services de la Commission impliqués dans le Programme, les agences de mise en œuvre et certains bénéficiaires, tels que la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Afrique de l'Ouest (FECCIAO). La réunion visait à renforcer l'appropriation et l'implication des différents services de la Commission pour une mise en œuvre efficace en accord avec les priorités régionales.

Les Commissaires chargés de la promotion de l'industrie et du secteur privé ; du commerce, des douanes et de la libre circulation, ainsi que des télécommunications et des technologies de l'information, ont souligné la nécessité d'une telle démarche en vue de (d') :

- accélérer la mise en œuvre des activités du programme
- créer des synergies entre les activités
- se concentrer sur les technologies de l'information et de la communication en tant qu'élément clé de l'amélioration de la compétitivité
- produire des résultats tangibles tels que la création de l'Observatoire du commerce et de la compétitivité qui sera inauguré lors du sommet des chefs d'État en décembre 2020.

La prochaine réunion consultative interdépartementale de la CEDEAO est prévue en juin prochain.



Le site Web officiel du programme fournira des informations sur les progrès réalisés dans le cadre des composantes régionales et nationales du programme.

L'équipe du WACOMP s'agrandit

En février dernier, Dr. Namalquebzanga Christian KAFANDO a été recruté comme Chargé de Programme pour appuyer la Commission de la CEDEAO dans la gestion du Programme.

L'appel à candidature pour le poste de chargé de Programme qui a été publié sur le site web de la CEDEAO a reçu plus de 250 candidatures du Bénin, du Burkina Faso, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, du Nigéria et du Sénégal.

Installé au siège de la Commission à Abuja, au Nigéria, il appuiera la coordination et le suivi des activités des composantes nationales et régionale et apportera un appui en termes d'analyse technique dans la mise en œuvre des activités.

Sous la direction des Points Focaux de la CEDEAO, Dr. Enobong UMOESSIEN et Mr. Kolawole SOFOLA, Dr. KAFANDO travaillera en étroite collaboration avec les unités de projets du Centre du Commerce International (ITC) et de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel également basées à Abuja.

Le WACOMP se prépare à lancer son site web officiel

En vue d'améliorer la visibilité du WACOMP, la Commission de la CEDEAO, avec l'appui de l'ITC et de l'ONUDI, vient de finaliser la conception et la programmation du site web du Programme. En tant que site officiel, il fournira des informations sur les progrès réalisés dans le cadre des composantes régionale et nationales du Programme. Il sera lancé très bientôt.



LES CHAINES DE VALEUR ET ORGANISATIONS INTERMEDIAIRES REGIONALES

Le réseau d'OPCI de l'UEMOA va s'étendre et inclure l'ensemble des pays membres de la CEDEAO



La mise en place d'un réseau régional d'Organisations de Promotion du Commerce et de l'Investissement (OPCI) est l'un des principaux résultats du Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP). Suite à une réunion consultative tenue en novembre dernier, un groupe de travail a été créé pour former la plate-forme régionale souhaitée du réseau des OPC de l'UEMOA et l'étendre à tous les pays des États membres de la région.

Aux côtés de ce comité, le Centre du Commerce International (ITC) travaille actuellement à la révision des termes de référence du réseau des OPC de l'UEMOA en vue de formuler un protocole d'accord global définissant les principes directeurs de la nouvelle plate-forme régionale. Une fois finalisé, le projet de protocole sera soumis à l'ensemble des pays membres de la région pour approbation et signature. Le groupe de travail est également chargé de dresser une liste des livrables du réseau pour les deux premières années. Il s'agit notamment de la structure, de la gouvernance, du mandat, des indicateurs clés de performance et des perspectives de durabilité.

L'Afrique de l'Ouest poursuit la validation du Conseil des entreprises de la CEDEAO pour stimuler l'investissement dans la région

Stimuler la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest implique de propulser et de promouvoir les opportunités d'investissement dans les industries clés de la région, en mettant l'accent sur la formulation de politiques commerciales favorables aux entreprises, mais aussi en donnant la priorité à l'accès aux informations sur le marché et en favorisant la mise en réseau des entreprises. Ce sera le mandat du Conseil des affaires de la CEDEAO dont la création est soutenue par le WACOMP.

Sur la base des orientations et des contributions réalisées dans le cadre du WACOMP, une note conceptuelle régissant la création de l'organisme régional a été soumise aux chefs d'État pour validation. Pendant que le processus de validation se poursuit, l'ITC travaille avec la Commission de la CEDEAO et les membres potentiels du Conseil pour élaborer son plan d'action. Ce plan se concentrera sur la nécessité d'un plaidoyer, la compréhension des besoins de formation ainsi que les affaires courantes.

Dans le même temps, une évaluation des réseaux du secteur privé dans la région est menée en vue de les consolider et de les intégrer dans le Conseil des entreprises de la CEDEAO. Pour sa part, l'ITC participe à la préparation de documents de recherche ainsi qu'aux efforts de plaidoyer pour cet organisme.



Les entreprises de la CEDEAO vont bénéficier d'un meilleur accès aux informations de marché dans les secteurs prioritaires

L'information est un pouvoir et dans le contexte du commerce, c'est d'autant plus vrai. L'information commerciale est essentielle pour les entreprises : elle leur permet d'identifier les opportunités de marché et donc d'accroître leur compétitivité. Dans le cadre du WACOMP, l'ITC facilitera la mise en place d'une cellule d'information commerciale qui servira de source d'information exhaustive pour les chaînes de valeur ciblées, à savoir le manioc, les mangues, les technologies d'information et de la communication ainsi que les textiles et vêtements.

Suite à des consultations avec les milieux d'affaires de toute la région, l'ITC a contribué à l'élaboration d'un plan d'action et d'un guide technique proposant des solutions pour la mise en place d'une cellule d'information pour l'espace CEDEAO.

Afin d'alimenter la cellule, l'ITC a commencé l'évaluation des informations commerciales dans les secteurs cibles et a passé au crible les sites web sectoriels existants.

La FECCIAO renforce son offre de services aux entreprises locales



Suite à un exercice de benchmarking de six agences régionales de soutien aux entreprises mené par l'ITC organisé l'an dernier, la Fédération des chambres de commerce et d'industrie d'Afrique de l'Ouest (FECCIAO) a été sélectionnée pour le renforcement des capacités afin d'améliorer et d'étendre ses services aux entreprises locales qu'elle soutient.

À cette fin, l'ITC a élaboré une feuille de route en vue d'améliorer les performances qui guidera le processus d'optimisation des capacités de l'organisation. Approuvée lors de la réunion annuelle de la FECCIAO, qui s'est tenue en mars dernier au Sénégal, la mise en œuvre de la feuille de route a commencé par une première analyse de la constitution, de la structure juridique et des mécanismes de gouvernance de l'organisme régional.



Financé par
l'Union Européenne



Composantes Régionales
Exécutées Par



International
Trade
Centre

Offrir des activités de coaching et de formation en gestion dans le contexte de la pandémie COVID-19

Dans le cadre des efforts convenus pour améliorer la performance et la croissance des entreprises dans les pays de la CEDEAO et renforcer la capacité des Organisations de Soutien aux Entreprises (OSE) dans le domaine de la formation à l'entrepreneuriat dans le cadre du WACOMP, de l'ONUDI et du Centre international de formation de l'Organisation Internationale du Travail (ITC-OTI) collaborent pour développer et offrir un programme de formation et de coaching en entreprise pour soutenir les OSE travaillant avec des entrepreneurs et des start-ups.

À la suite d'une analyse initiale des besoins de formation dans les 16 pays bénéficiaires, les appuis en matière de formation qui seront utilisés en ce qui concerne les principaux groupes cibles ont été identifiés, à savoir les trois premiers modules du programme de formation révisés, à savoir, Démarrer et améliorer votre entreprise (GERME) [1] : Générer votre idée d'entreprise (GYB), démarrer votre entreprise (SYB) et améliorer votre entreprise (IYB).

Dans une prochaine étape, l'ONUDI travaillera main dans la main avec l'ITC-OIT pour identifier et sélectionner (sur la base d'un ensemble de critères convenus) une institution homologue de chaque État membre de la CEDEAO pour entreprendre une formation de formateurs et organiser une formation en entreprise pilote, avec l'objectif ultime de veiller à ce que la capacité de fournir des services de coaching et de formation aux entreprises soit renforcée dans chaque pays. À cette fin, deux maîtres formateurs SIYB expérimentés de la région, avec le soutien d'experts nationaux, examinent actuellement les réseaux de formation existants et la mise en place institutionnelle nationale des réseaux SIYB dans chaque État membre de la CEDEAO, et un appel à manifestation d'intérêt devrait être lancé sous peu.

Étant donné que le SIYB est principalement un programme de formation en face-à-face et compte tenu du risque que les restrictions de voyage actuelles liées à la pandémie de COVID-19 puissent être étendues, l'ONUDI et l'ITC-OIT envisagent des solutions alternatives pour mettre en œuvre les activités prévues. Cela comprend, par exemple, la création d'une e-académie pour mettre à disposition du matériel de formation sur une base d'autoformation avec support et orientation à distance, et / ou le développement d'un programme eSIYB complet.





SYSTEME REGIONAL DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE



Evaluer l'état des infrastructures de qualité dans les Etats membres de la CEDEAO

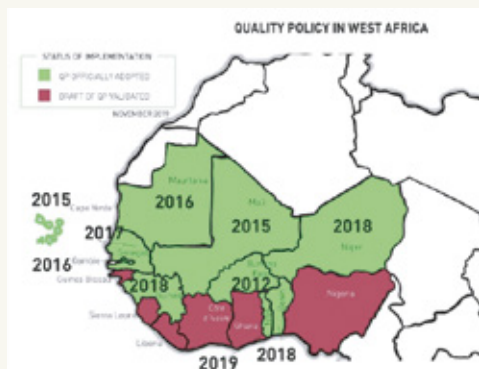
La compétitivité de l'Afrique de l'Ouest ne peut être envisagée sans aborder les aspects qualitatifs tout au long d'une chaîne de valeur.

En février dernier, l'ONUDI a déployé 47 experts nationaux sur le territoire de la CEDEAO pour recueillir les données existantes sur l'infrastructure de la qualité, y compris les normes, les règlements techniques et les organismes d'évaluation de la conformité associés aux chaînes de valeur visées par le programme.

Afin d'assurer le bon déroulement de la mission, les experts ont pu compter sur la collaboration des ministères d'ancrage (commerce, industrie et agriculture), des délégations de l'Union européenne et des points focaux nationaux du programme.

Les rapports des experts devraient être transmis auprès de l'équipe de coordination d'ici la fin avril.

Cette première mission contribuera (i) à l'amélioration et au soutien continu de l'infrastructure de la qualité ; (ii) à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes et réglementations ; (iii) à la création de laboratoires régionaux de référence ; et enfin (iv) à la promotion de la marque de certification "CEDEAO".



La métrologie : une voie à suivre pour améliorer la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest

Le Comité communautaire de métrologie de la CEDEAO (ECOMET) a tenu la première réunion de ses comités techniques sur la sensibilisation, la métrologie légale et la thermométrie les 23 et 24 janvier à Dakar, au Sénégal.

La réunion a abouti à la nomination des Présidents et Vice-Présidents des différentes commissions pour une période de deux ans. Elle a également été l'occasion pour les différents groupes de travail de présenter les programmes d'activités qui seront soutenus par le projet conjoint CEDEAO-PTB (Physikalisch-Technische Bundesanstalt-Agence allemande de métrologie). Il s'agit entre autres (i) de la sensibilisation à la métrologie dans toutes les régions, (ii) de l'intégration de modules de formation sur le sujet dans les programmes scolaires et enfin (III) d'une meilleure collaboration avec les médias afin de diffuser largement et efficacement les informations sur la métrologie.

L'un des défis communs à l'ensemble des pays de la région est de sensibiliser les décideurs politiques et le grand public à l'importance de la métrologie et à son impact socio-économique.

La réunion s'est terminée par une recommandation visant à ce qu'un plan d'action soit examiné par les membres. Le plan d'action a été validé lors de la réunion suivante d'ECOMET en mars 2020, au Niger. A cette occasion, Le Ministre des Mines du Niger, a rappelé que si la métrologie est la science de la mesure pour les spécialistes ; pour les pouvoirs publics, elle est un pilier dans l'édifice national de la qualité. La métrologie est un outil important pour assurer la transparence et améliorer l'environnement des affaires. Elle est donc le fondement qui soutient la compétitivité dans le cadre de la politique de développement des secteurs industriels en Afrique de l'Ouest.





COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Le site officiel du programme devrait être lancé dans les prochaines semaines. Le site Web fournira un aperçu de toutes les composantes régionales et nationales du programme. Le site comprendra des informations sur la gestion et la coordination du programme, les chaînes de valeur et les organisations intermédiaires régionales, le système régional d'infrastructures de qualité, la politique et le cadre industriels régionaux, ainsi que la mise en œuvre des activités au niveau national. Des liens supplémentaires seront fournis vers d'autres sites Web et sources liés au programme.

En plus du site Web, l'équipe de WACOMP peut être contactée via des identifiants de médias sociaux tels que Twitter, ainsi que via l'adresse e-mail officielle : info@wacomp.ecowas.int.

Toutes les composantes sont encouragées à partager leurs activités avec l'équipe de coordination du projet à la Commission de la CEDEAO afin d'augmenter la visibilité de leurs actions.





COMPOSANTES NATIONALES



SIERRA LEONE

Développer la culture de la qualité en Sierra Leone

Dans le cadre de la composante nationale du WACOMP en Sierra Leone, l'ONUDI a organisé une série de formations sur les normes et les systèmes de gestion de la qualité. Au total, une centaine de représentants de divers ministères et agences nationales, du Bureau des normes de la Sierra Leone, du secteur privé et du secteur de l'éducation ont été formés aux principes de la gestion de la qualité et sensibilisés à l'importance de maîtriser ce type de connaissances pour renforcer la compétitivité des secteurs à potentiel de croissance.

Et le monde universitaire n'est pas en reste. L'Université de Sierra Leone (USL) reconnaît l'importance d'intégrer des concepts de qualité dans les programmes de formations, en particulier dans les cursus d'ingénierie scientifique, médicale et commerciale. Dans cette optique, l'USL et l'ONUDI explorent des pistes de coopération, notamment l'élaboration et le lancement d'une série de cours dans le domaine de la qualité.

Formation des opérateurs de la filière 'manioc' en Sierra Leone aux bonnes pratiques agricoles

Le manioc étant un secteur prioritaire pour la Sierra Leone, l'ONUDI travaille au renforcement des capacités des opérateurs du secteur afin de stimuler la compétitivité des différents segments de la chaîne de valeur.

Au dernier trimestre 2019, l'ONUDI a organisé une série de formations sur les bonnes pratiques agricoles dans les districts de Makeni, Kenema et Pujehun. Les cours ont principalement porté sur les nouvelles compétences et connaissances liées à la production, la transformation, l'évaluation et la gestion des risques tout au long de la chaîne de valeur et la sécurité alimentaire.

Après les présentations et les discussions, des séances d'apprentissage expérimental ont été organisées sur le terrain.

Dans les trois districts, quelque 130 opérateurs de groupes d'agriculteurs et d'usines du secteur ont participé à la formation.

La prochaine étape sera la mise en œuvre des recommandations des bonnes pratiques agricoles sur la production.





GUINEE

Relancer la filière ananas, un objectif stratégique pour le développement socio-économique de la Guinée

Soutenir la production, la transformation et la commercialisation des produits de base peut renforcer la compétitivité des pays d'Afrique de l'Ouest.

La Guinée a choisi de donner la priorité au secteur de l'ananas afin de renforcer sa présence sur des marchés de niche tout en améliorant sa position sur les marchés régionaux et internationaux traditionnels.

A travers le projet de relance de l'ananas, l'ONUDI et ses partenaires prévoient de (i) faciliter le regroupement des petits et moyens producteurs autour d'organisations professionnelles à forte capacité managériale; (ii) renforcer les maillons faibles de la chaîne de valeur, c'est-à-dire les aspects liés à l'irrigation, l'accès aux intrants, les pratiques agricoles, la transformation et le conditionnement ; et enfin (iii) renforcer l'organisation faîtière de la filière, la Fédération des planteurs de la filière de fruits de Basse Guinée (FEPAF-BG) pour inscrire les efforts de transformation dans une perspective durable orientée vers des modèles économiques viables et centrés sur les acteurs du secteur privé.

Au cours du premier trimestre 2020, l'ONUDI a organisé un atelier de consultation à Kindia pour discuter des choix stratégiques et des synergies à envisager avec d'autres initiatives soutenant le secteur. Afin de mieux coordonner l'appui à la relance de la filière, WACOMP-Guinée a commandé une série d'études pour identifier les domaines d'intervention dans les régions de Kindia et Forécariah. Les études ont identifié huit domaines d'intervention, dont (i) la production, la transformation et la commercialisation de l'ananas de Guinée, (ii) l'accès à la terre et à l'eau, (iii) la production et la disponibilité de déchets de qualité, (iv) le renforcement des organisations professionnelles, et (v) le financement des entrepreneurs.



GHANA

Stimuler la compétitivité de la filière « cosmétiques » : normes de qualité et certification

En partenariat avec la Ghana Trade Fair Company, WACOMP a organisé une conférence sur la compétitivité du secteur des cosmétiques au Ghana. L'objectif de la conférence était de sensibiliser les producteurs de cosmétiques du Cluster du nord aux normes et procédures de qualité recommandées par l'Autorité ghanéenne de normalisation et l'Autorité alimentaire et pharmaceutique.

Organisée dans le cadre de la 24ème foire commerciale internationale du Ghana en mars dernier, la conférence a réuni une cinquantaine d'entreprises qui ont pu se familiariser avec les principaux processus d'enregistrement et de certification des produits cosmétiques et de soins personnels.

Un petit guide a été élaboré pour aider les producteurs à se conformer à ces procédures. Il est disponible sur <https://wacompghana.org/publications/technical/>.

À l'issue des échanges, il a été fortement recommandé d'organiser une conférence internationale dédiée au secteur au Ghana. De plus amples informations seront disponibles en temps utile.

Formation sur les systèmes de qualité et de certification pour les secteurs du manioc, de la mangue et de l'ananas

En décembre 2019, WACOMP-Ghana a animé une série d'ateliers de formation sur les différents systèmes de certification afin d'optimiser la compétitivité de trois filières prioritaires pour le Ghana, à savoir le manioc, la mangue et l'ananas.

Les ateliers se sont concentrés sur la culture de la qualité depuis la production jusqu'à la ferme (pour la filière manioc) ; les bonnes pratiques agricoles et la certification Global GAP (pour les filières mangue et ananas) ; et les normes de sécurité (pour la filière ananas).

Au total, 100 producteurs des districts de Techiman, Agomeda et Nswam ont été sensibilisés à l'importance d'appliquer les principes de qualité au niveau de la production afin d'augmenter la qualité du produit au moment de la récolte.

Renforcer l'expertise en matière de développement et de diagnostic des clusters

Dans le cadre de la composante nationale du WACOMP au Ghana, l'ONUDI appuie les entreprises ainsi que les réseaux et associations d'appui aux entreprises dans les chaînes de valeur du manioc, des fruits et des cosmétiques à développer des capacités de production et de fabrication compétitives pour améliorer leur accès au marché.

En juillet 2019, une vingtaine de responsables du développement de clusters issus de diverses institutions de soutien à l'industrie, au commerce, à l'exportation, à la qualité et à la normalisation ont été formés pour faciliter et promouvoir l'efficacité collective au sein des chaînes de valeur.

À la demande des participants, une formation approfondie sur l'étude de diagnostic des clusters a par la suite été organisée pour les familiariser avec la méthodologie. Dans les mois à venir, les experts formés effectueront des diagnostics de clusters afin d'identifier les caractéristiques, les besoins et les opportunités dans les clusters identifiés.



Mauritania

★ Nouakchott

Mali



MAURITANIE

Connecter et soutenir les acteurs sélectionnés des chaînes de valeur

Dans le cadre du WACOMP, la Mauritanie a sélectionné trois chaînes de valeur à soutenir pour le renforcement de la compétitivité et la promotion des exportations. Ces chaînes de valeur sont la peau, la peau et le cuir et la gomme arabique.

Les partenaires de mise en œuvre, qui sont deux ONG à savoir Cooperazione Internazionale (COOPI) et SOS Sahel, ont signé le contrat avec la délégation de l'UE en Mauritanie le 19 juin 2019. Par la suite, COOPI a signé une convention avec le ministère en charge de l'élevage, suivie d'un protocole de coopération avec SOS Sahel pour faciliter la conduite des activités du Programme au niveau national en septembre 2019. L'équipe de coordination impliquant les deux partenaires est en place et le recrutement des experts techniques nationaux est en cours.

Afin de mieux comprendre les chaînes de valeur sélectionnées, des consultants à court terme ont été recrutés pour les évaluer compte tenu des objectifs visés de la composante nationale du WACOMP.

Outre la diffusion d'informations sur le projet, des supports techniques tels que les programmes de formation des acteurs et la méthodologie de sélection des bénéficiaires ont déjà été élaborés.

Le projet a déjà identifié des structures clés telles que la Fédération mauritanienne des bouchers, les principales tanneries des coopératives artisanales de Nouakchott pour la chaîne de valeur de la peau, de la peau et du cuir, des groupes de cultivateurs et de cueilleurs pour la chaîne de valeur de la gomme arabique dans la wilaya de Guidimakhan.

Le projet vise à connecter les acteurs impliqués dans les chaînes de valeur sélectionnées et à les soutenir dans la sensibilisation et le renforcement des capacités de fabrication et de transformation, de culture d'arbres et de techniques de cueillette de gommes et d'activités spécifiques de promotion des exportations.

COMPOSANTES NATIONALES

Le WACOMP comprend 16 composantes nationales (une pour chacun des 15 États membres de la CEDEAO et la Mauritanie). Chaque composante nationale a reçu un montant donné de ressources à mettre en œuvre par une agence sélectionnée sous la direction du pays. Chaque pays se concentrera sur les secteurs sélectionnés dans le but de moderniser les chaînes de valeur, d'améliorer la qualité des produits et leur exportation et intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Dans chacun des pays, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et les clusters seront appuyés pour accroître leurs capacités et améliorer leur processus de production et de commercialisation. De plus, selon les pays, l'accent sera mis sur la définition de stratégies appropriées pour promouvoir la commercialisation et / ou l'exportation, améliorer la coordination générale avec les stratégies nationales et le renforcement des institutions nationales, améliorer la qualité et les normes, renforcer les coopératives, améliorer la conception / développement des produits, la commercialisation et la vente, organiser un consortium d'exportation dans la chaîne de valeur sélectionnée, améliorer les conditions d'accès au marché pour faciliter la création d'emplois et dans la perspective d'une croissance verte et inclusive.

 Bénin Budget : 5 millions d'euros, Ministère en charge : Ministère des Finances, Partenaire d'exécution : GlZ, Chaînes de valeur sélectionnées : Soja, TIC	 Burkina Faso Budget : 7,5 millions d'euros, Ministère responsable : Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Partenaire d'exécution : Chambre de commerce, Chaînes de valeur sélectionnées : Miel, Coton, Energies renouvelables	 Cabo Verde Budget : 5 millions d'euros, Institution responsable : Unité de la compétitivité (Cabinet du Premier Ministre), Partenaire d'exécution : PNUD, Chaînes de valeur sélectionnées : TIC; Energie renouvelable; Culture, Tourisme et Loisirs	 Cote d'Ivoire Budget : 9 millions d'euros, Ministère responsable : Ministère de l'Intégration Régionale, Partenaire d'exécution : Chambre de commerce, Chaînes de valeur sélectionnées : Fruits tropicaux ; Manioc ; Anacardier ; Textile et vêtement ; Caoutchouc et plastiques ; TIC
 The Gambia Budget : 4 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ONUDI, Chaîne de valeur sélectionnée : Oignon	 Ghana Budget : 9 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ONUDI, Chaînes de valeur sélectionnées : Tropical / Fruits; Manioc et dérivés ; Cosmétique et produits de soins corporels	 Guinée Budget : 5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ONUDI, Chaîne de valeur sélectionnée : Ananas	 Guinée-Bissau Budget : 4 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ONUDI, Chaîne de valeur sélectionnée : Mangue
 Libéria Budget : 5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : Chaînes de valeur sélectionnées : Pêche ; Peaux et cuirs	 Mauritanie Budget : 4 millions d'euros, Partenaire d'exécution : Cooperazione Internazionale (COOPI) & SOS Sahel Chaînes de valeur sélectionnées : Volaille ; Peaux et cuirs ; Gomme arabique	 Mali Budget : 5,5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : Chaîne de valeur sélectionnées : Fruits tropicaux ; Céréales	 Niger Budget : 5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : Chaîne de valeur sélectionnée : Peaux et cuirs
 Nigéria Budget : 10 millions d'euros, Partenaire d'exécution : GlZ, Chaînes de valeur sélectionnées : Gingembre ; Tomate / Poivre ; Textiles et vêtements ; Peaux et cuir	 Sénégal Budget : 9 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ITC, Chaînes de valeur sélectionnées : Mangue ; Oignon ; TIC	 Sierra Leone Budget : 5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : ONUDI, Chaînes de valeur sélectionnées : Manioc et dérivés ; Cacao ; Huile de palme	 Togo Budget : 5 millions d'euros, Partenaire d'exécution : GlZ, Chaîne de valeur sélectionnée : Ananas

Partenaires



Créée le 28 mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO est un groupe régional de 15 membres ayant pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité des pays constitutifs. Considérée comme l'un des piliers de la Communauté économique africaine, la CEDEAO a été créée pour favoriser l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant que syndicat, il vise également à créer un seul grand bloc commercial grâce à la coopération économique. Les pays membres qui composent la CEDEAO sont: le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994, dont la mission est de réaliser l'intégration économique des États membres, en renforçant la compétitivité des activités économiques dans la région ouest-africaine. Les pays membres composant la CEDEAO sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo



Les États membres de l'Union européenne ont décidé de lier ensemble leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières



L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité de l'environnement (ISID). Le mandat de l'ONUDI est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition.



Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. L'ITC aide les petites et moyennes entreprises des économies en développement et émergentes à être plus compétitives sur les marchés mondiaux.

ECOWAS Commission, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401, Abuja, NIGERIA

Commission de l'UEMOA, 380 Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou, BURKINA FASO

Delegation of the European Union to Nigeria and ECOWAS, Europe House, European Union Crescent, Off Constitution Avenue, Central Business District. P. O. Box 280 Garki, Abuja, NIGERIA

ITC, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Geneva, Switzerland Postal address: ITC, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, SWITZERLAND

UNIDO, Vienna International Centre, Wagramerstrasse 5. P.O. Box 300 A-1400 Vienna, AUSTRIA

E: info-wacomp@ecowas.int

W: www.wacomp.ecowas.int